



**Rapport d'avancement et programme de travail
Juillet – septembre 2005**

www.mdrp.org



Rapport d'avancement et programme de travail Juillet - septembre 2005¹

Aperçu sur les activités du MDRP - Juillet - septembre 2005

Activités pays

- En **Angola**, le PRDA a approuvé 50 sous-projets de réintégration d'un montant de 18,9 millions de dollars US à l'intention de 41.797 ex-combattants et a élargi la couverture de cinq à dix provinces. Le nombre total d'ex-combattants couverts par le programme atteindra près de 57.197 grâce à environ 15.400 possibilités supplémentaires de couverture fournies par la FAO et les ONGs partenaires. Ces efforts, qui se poursuivent, ont également permis d'apporter un appui à 3.239² enfants associés aux forces de combat. Au total, 15,6 millions de dollars US (dont 8,3 millions de \$US provenant du Fonds fiduciaire du MDRP) ont été décaissés à la fin du trimestre.
- Au **Burundi**, 16.634 ex-combattants ont été démobilisés au 30 septembre. Après avoir été suspendus en juillet à cause de déficiences dans les listes fournies, les efforts réalisés pour désarmer, démanteler et payer les allocations de reconnaissance de service aux *Gardiens de la paix* et aux *Combattants militants* ont repris le 12 septembre. Les onze premiers contrats d'appui ont été signés avec les partenaires de mise en œuvre. Toutefois, en août 2005, l'état d'avancement des activités citées ayant été inadéquat, la Banque mondiale a classé la mise en œuvre du projet comme étant insatisfaisante. Ce statut sera réexaminé lors de la mission conjointe d'appui à la mise en œuvre du MDRP devant avoir lieu sous peu.
- En **RCA**, le programme national a décollé après les élections présidentielles. Le PNUD, agence d'exécution, et la Commission nationale de DDR sont, à présent, complètement opérationnelles. Toutefois, la réponse initiale des ex-combattants, qui manquent de confiance à l'égard du programme, a été modeste. Une mission conjointe d'appui à la mise en œuvre est prévue en début novembre pour évaluer la situation et déterminer la voie à suivre.
- En **RDC**, l'absence de mouvement des troupes vers les centres de regroupement est une source d'inquiétude et met en question la volonté du Gouvernement d'engager le processus de réforme militaire-DDR. Quant aux activités de DDR, huit Centres d'orientation sont maintenant opérationnels mais les difficultés institutionnelles persistent et pourraient affecter la mise en œuvre du projet. Au 30 septembre 2005, 17.549 hommes et 331 femmes ont été démobilisés, en majorité, en Ituri. Le MDRP a participé aux réunions des Groupes de contact en Afrique du Sud, en RDC et à Washington DC.
- En **République du Congo**, le Gouvernement national a commencé à préparer la mise en œuvre du programme national de DDR. Le recrutement du personnel clé est en cours. Après des retards pendant les six derniers mois, l'approbation du projet par la Banque est prévue pour début novembre.
- Au **Rwanda**, la CRDR a concentré ses efforts sur la distribution de l'assistance à la réintégration, ainsi que les mesures de prévoyance en cas de retour d'un grand nombre d'ex-combattants et de leurs familles en provenance de la RDC. Toutefois, seuls 281 combattants des groupes armés sont revenus au Rwanda depuis le début de 2005. La CRDR a également développé un plan d'action détaillé pour 2006 et 2007, notamment l'intensification des activités d'information transfrontalière et de sensibilisation avec l'appui du Secrétariat du MDRP.
- En **Ouganda**, sur les 11.200 déclarants, en attente initialement, qui n'avaient pas reçu d'assistance à la réinsertion au moment où ils ont reçu l'amnistie, 2.000 avaient reçu, de la part de la Commission d'amnistie, des services et paiements de réinstallation à la fin de septembre.

Activités régionales

¹ Ce rapport fournit des informations actualisées sur les activités menées dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP) depuis le rapport d'avancement trimestriel précédent (avril à juin 2005). Le rapport contient quatre composantes principales : (i) les programmes nationaux de démobilisation et réintégration ; (ii) projets spéciaux ; (iii) activités régionales ; et (iv) gestion d'ensemble du programme. L'encadré ci-dessous donne un aperçu des activités principales menées dans le cadre du programme ce trimestre. Des tableaux contenant les mises à jour du statut des programmes nationaux et des projets spéciaux, un état financier non audité du Fonds fiduciaire du MDRP et un programme de travail révisé pour la période allant d'octobre à décembre 2005 sont également inclus dans les annexes jointes à ce rapport.

² Le Rapport d'avancement trimestriel précédent déclarait 3.590 enfants. La base de données a été purgée et indique, à présent, uniquement les enfants qui étaient associés aux forces de combat.

Bien que le nombre de **combattants en territoire étranger** de retour dans leur pays n'ait pas augmenté de manière significative, le dialogue entre les parties concernées (Rwanda-Angola, Rwanda-Angola, RC-RDC) a progressé. À la fin septembre, une faction des FDLR est entrée en contact avec le MDRP, menant seulement au retour d'un petit nombre de combattants en octobre. Pendant ce trimestre, une **revue sur documents portant sur les questions de genre** a été achevée ; la planification de l'atelier, appuyé par le MDRP et UNIFEM, sur le genre devant se tenir à Kigali ainsi que la préparation d'un agenda de **travail analytique** ont également commencé. Ce dernier sera présenté pour discussion lors des réunions du CC et du CFF de novembre.

Gestion du programme

Un certain nombre de cadres ont rejoint le MDRP pendant ce trimestre, notamment : Bruno Donat (Communication), Irina Mishurny-Santini (Communication/Gestion des connaissances), Sigrun Aasland (Analyste des opérations) et Lisa Maier (Consultante en S&E). Deux nouveaux consultants ont rejoint l'équipe de Kinshasa (Eva Faye pour la communication, Laurent de Valensart pour la réinsertion). Le CFF du MDRP s'est réuni en septembre pour discuter des questions relatives au Programme de la RDC, ainsi que du MDRP, de manière plus générale. Les autres activités incluent : la préparation des réunions des CC/CFF de Londres ; la finalisation du plan de communication et le lancement des activités de communication ; la liaison avec la CIRGL sur les questions de coopération en matière de DDR et la préparation des formats des rapports.

Décaissements

À ce jour, le Fonds fiduciaire du MDRP a décaissé 68,7 millions de dollars US, dont 10,7 millions pendant le trimestre concerné par ce rapport (y compris 5,5 millions de dollars US aux programmes nationaux et 4,3 millions de dollars US aux projets spéciaux). À ce jour, les décaissements IDA destinés aux programmes nationaux de l'Angola, du Burundi, de la RDC et du Rwanda s'élèvent à 56.2 millions de dollars US.

I. Programmes nationaux

Angola

1. Au 30 septembre 2005, le Projet de démobilisation et réintégration de l'Angola (PDRA) a approuvé 50 sous-projets de réintégration, d'un montant de près de 18.6 millions de dollars, qui appuieront environ 41.797 ex-combattants. Sur ces 50 sous-projets, 28 sont actuellement actifs dans dix provinces et apportent un appui aux ex-combattants en fournissant des intrants agricoles (semences, outils, des petits ruminants, du bétail et des charrues), une assistance technique et, dans une moindre mesure, des activités de formation professionnelle et de travaux communautaires. Les efforts, en cours, de recrutement de partenaires supplémentaires, combinés avec l'accord obtenu auprès de la FAO pour la fourniture de semences, d'outils et d'assistance technique à près de 15.400 ex-combattants supplémentaires, permettront d'atteindre un total de 57.197 ex-combattants, ce qui représente environ 59% des cas actuels de personnes démobilisées.

2. La réintégration des groupes vulnérables a avancé de manière moins prononcée. Près de 3.239 enfants bénéficient d'un appui dans le cadre des activités habituelles de réintégration, essentiellement par le biais de la construction ou la réhabilitation des structures de l'éducation primaire. Pour ce qui est des femmes, IRSEM estime que le nombre de femmes bénéficiant des sous-projets habituels de réintégration atteint jusqu'à 20%. La mission de revue à mi-parcours (RMP) du PDRA, prévue pour octobre, essaiera de confirmer cette estimation. D'après certaines indications, une partie des personnes invalides participent également aux activités habituelles de réintégration et en bénéficient. Toutefois, au-delà de ces éléments, les activités relatives à ce groupe cible n'ont guère avancé. La RMP examine les détails de cette composante du projet et discutera avec le Gouvernement et les partenaires des options possibles pour accélérer la mise en oeuvre. Le recrutement d'un consultant international, qui aiderait IRSEM à rendre leur stratégie d'appui aux personnes invalides opérationnelle, est toujours en cours.

3. Une revue indépendante sur l'état d'avancement du PDRA a été achevée à la fin du trimestre et les consultants ont partagé leurs conclusions avec la Banque mondiale, le Gouvernement et les partenaires du MDRP. Dans l'ensemble, la revue a conclu que les objectifs et les stratégies du projet restent pertinents pour l'Angola, que les résultats attendus du projet sont en bonne voie de réalisation en termes de réintégration générale, mais que la réintégration des groupes vulnérables connaît des retards importants. L'équipe a apporté des recommandations opérationnelles spécifiques portant sur

l'amélioration des flux d'information vers les partenaires, le suivi et évaluation des partenaires et des activités, l'accélération de la composante des groupes vulnérables et une coopération plus élargie avec les partenaires. Le rapport final sera partagé avec tous les partenaires du MDRP avant la prochaine réunion du Comité consultatif et du Comité du fonds fiduciaire.

4. À ce jour, 8,3 millions de dollars US ont été décaissés au total sur la subvention du Fonds fiduciaire du MDRP et 7,3 millions de dollars US sur la subvention IDA. Enfin, la subvention de 13,1 millions d'euros, établie entre la Banque et le Gouvernement à l'intention des groupes vulnérables et financée par la CE, est prête à être signée.

Burundi

5. Au 30 septembre 2005, 16.634 ex-combattants avaient été démobilisés au Burundi³. Dans l'ensemble, la mise en œuvre de ces activités de démobilisation a été satisfaisante et a bénéficié d'une collaboration rapprochée avec la Commission mixte de cessez-le-feu, le commandement militaire des Forces armées, ONUB et plusieurs partenaires de mise en œuvre. À présent, la planification de la démobilisation est concentrée sur la réduction de la taille de la Force nationale de défense, permettant au Gouvernement de respecter les engagements pris auprès des partenaires internationaux lors des discussions sur l'appui budgétaire qui ont lieu en juillet 2005. Les capacités de réaction d'urgence sont maintenues dans l'éventualité d'une participation des FLN au processus de démobilisation.

6. Les difficultés rencontrées dans la finalisation de listes crédibles de bénéficiaires ont affecté les efforts visant à démanteler les *Gardiens de la paix* et les *Combattants militants*. En juillet, trois jours seulement après leur lancement, des plaintes provenant des autorités locales et de personnes réclamant le statut de *Gardien de la paix* ou de *Militant combattant* ont mené à la suspension des activités relatives au désarmement et au versement de l'allocation de reconnaissance de service. Un nouveau processus de vérification a été entrepris en août 2005 mais les recommandations produites ont été jugées défectueuses et rejetées. Avec l'arrivée du nouveau Gouvernement, le processus de désarmement et de paiement a été relancé, le 12 septembre 2005, sur la base du fusionnement de deux listes de près de 18.500 personnes. Le Ministère de la défense fournit une assistance substantielle et ONUB assure le suivi du processus. Au 28 septembre 2005, 3.256 personnes déclarant le statut de *Gardien de la paix* et *Combattant militant* ont perçu leur allocation de reconnaissance de service de 100.000 FBU par personne.

7. La mise en œuvre des mesures clés convenues en juin 2005 visant à accélérer la distribution de l'assistance à la réintégration a été repoussée jusqu'en août 2005. En septembre, des progrès avaient été réalisés : (i) des contrats ont été établis avec onze partenaires de mise en œuvre pour fournir des services de formation professionnelle, d'appui à l'éducation et au développement des petites entreprises ainsi que pour faire avancer l'avis d'appel d'offres relatif au recrutement de partenaires pour la mise en œuvre des activités génératrices de revenu, (ii) une assistance technique internationale en matière de réintégration, et (iii) un personnel supplémentaire a été recruté au sein du SE/CNDRR. Le Secrétariat du MDRP continuera à assurer le suivi de la mise en œuvre de ces accords, à fournir un appui intensif à la supervision et à informer régulièrement les partenaires du Burundi

8. L'ONUB continue à travailler de manière rapprochée avec tous les intervenants en vue d'une harmonisation des divers efforts bilatéraux d'appui à l'intégration des forces de police et militaires ainsi que la réforme à moyen terme du secteur de la sécurité. Il est prévu que cette dernière sera entamée dans les mois qui viennent.

9. Une évaluation institutionnelle externe du SE/CNDRR a été entreprise en août/septembre 2005. Les conclusions de cette étude formeront la base des efforts du Gouvernement en matière de renforcement des capacités du SE/CNDRR, lui permettant d'atteindre les objectifs convenus du programme.

³ 2.300 enfants soldats supplémentaires avaient été démobilisés en 2004 par le biais du projet sur les enfants soldats, avec l'appui de l'UNICEF et avant le lancement du processus principal de démobilisation des parties concernées en décembre 2004.

RCA

10. Voir les Projets spéciaux ci-dessous

RDC

11. Pendant le troisième trimestre, un certain nombre d'actions clés ont été menées pour améliorer la qualité de la mise en œuvre, le contrôle financier et la coordination. Les termes de référence de la société financière internationale ont été modifiés de façon à lui accorder plus d'autorité dans les domaines de la gestion financière et de la passation des marchés. La société a également révisé les exigences en termes de personnel et a recruté des cadres supplémentaires pour tenir ces fonctions. Le MDRP/Banque mondiale ont soumis à la CONADER une liste d'actions/conditions clés à remplir. Une évaluation a indiqué que ces actions/conditions contribuent à la lenteur de la mise en œuvre et à la faible qualité des services rendus au sein du programme. Le statut de ces actions a été comparé aux dates convenues d'achèvement. Bien que, dans la majorité des cas, les mesures aient été prises (avec des retards), un certain nombre d'actions clés, comme la décentralisation, n'ont pas encore été réalisées complètement. Les retards dans l'établissement de contrats des cabinets d'audit produiront, ultérieurement, les rapports d'audit exigés. Par ailleurs, la CONADER n'a pas été en mesure de fournir les rapports financiers requis. Du fait de la faiblesse comptable et des retards dans la soumission des requêtes de réapprovisionnement de fonds, la CONADER a souffert d'un manque sérieux de fonds disponibles. Toutefois, avec l'appui de KPMG, les irrégularités des dépenses et de la comptabilité ont été résolues et les comptes ont été réapprovisionnés.

Désarmement et démobilisation

12. La seconde phase du mouvement de troupes vers les Centres d'orientation devait commencer au cours du dernier mois de la période couverte par le rapport. Le mouvement des troupes vers les centres de regroupement à des fins de désarmement reste faible malgré le fait que huit CO étaient opérationnels (quoique certaines questions techniques devaient encore être résolues)⁴, que les centres de brassage avaient bénéficié d'un appui de la communauté internationale et que la Banque mondiale avait accepté d'autoriser la CONADER à financer le transport entre les CO et l'aéroport le plus proche du centre de brassage. Le nombre des personnes qui ont entamé le processus est très faible et beaucoup d'entre elles ne portaient pas d'armes. De plus, les armes lourdes étaient complètement absentes.

13. À la fin de septembre, 17.549 hommes et 331 femmes ont été démobilisés. Sur ce total, 10.726 hommes et 219 femmes furent démobilisés en Ituri. La CONADER a fait le premier versement de l'allocation transitoire de sécurité à 16.370 ex-combattants. Les problèmes de liquidité relatifs aux comptes de la CONADER ont causé des retards de paiement.

14. Le Ministre de la défense a nommé le chef du CCOC qui bénéficie, actuellement, d'un appui administratif de la CONADER. La section de coordination du CCOC est opérationnelle et tient des réunions hebdomadaires régulières d'échange d'information avec les partenaires impliqués dans le processus de désarmement et de démobilisation. Bien que la coordination entre le processus d'intégration de l'armée et les activités de DDR se soit améliorée à plusieurs niveaux, le rôle et les responsabilités clés du CCOC ne sont toujours pas reconnus par la hiérarchie supérieure. Ceci doit être traité au niveau central en rendant le Comité de suivi opérationnel (sous la présidence du Ministère de la défense) et en élargissant le CCOC à des emplacements clés sur l'ensemble du pays.

15. Un certain nombre de questions clés ont été identifiées dans les domaines des cartes d'identification et des versements en espèces aux ex-combattants. Un retard dans la signature des contrats et la transmission d'informations essentielles aux prestataires de services a, par la suite, provoqué de sérieux

⁴ Les centres de Muanda (Kitona), Kamina (Kamina), Kimpoko (Kinshasa), Kabare (Bukavu), Boyeka (Mbandaka), Mubambiro (Goma), Mangango (Beni) et (Kivu Sud) sont opérationnels. À l'exception de Kimpoko, tous les sites accueillent actuellement des ex-combattants qui attendent d'être démobilisés et de percevoir l'allocation transitoire de sécurité.

retards et déficiences dans ces domaines. La mission technique d'appui à la mise en œuvre du mois de septembre a fait de nombreuses recommandations pour résoudre le problème, notamment les difficultés institutionnelles au sein de la CONADER. Par ailleurs, à partir du mois de novembre, le MDRP apportera une assistance technique permanente.

Réintégration

16. Avec l'établissement du comité d'approbation de projet (auxquels participent les partenaires du MDRP), un certain nombre de projets ont été soumis pour approbation. Toutefois, la question des capacités se pose pour ce qui est de l'évaluation des projets, du développement des formulaires d'évaluation technique, du suivi des recommandations du comité, etc. Il est urgent de porter l'attention sur : 1) la finalisation du manuel opérationnel de la réinsertion et 2) la formation et le renforcement des capacités permettant au personnel de réinsertion de se conformer aux procédures techniques. Actuellement, en plus du consultant mis à sa disposition par le MDRP, la CONADER a également recruté deux cadres internationaux pour l'assister dans ce domaine. Plusieurs projets ont été traités par le comité local d'approbation mais ils n'ont pas été finalisés et les contrats n'ont pas été signés.

Sensibilisation

17. Tous les contrats clés ont été signés et les matériaux pertinents d'information/sensibilisation ont été produits. Pour garantir une dissémination qualitative des messages, les équipes de sensibilisation ont été restructurées et sont actuellement en place dans tous les sites. Bien que les équipes de sensibilisation soient composées de la CONADER/armée, de combattants et de cadres militaires régionaux, les informations concernant le processus de réforme de l'armée et les activités de DDR restent insuffisantes. Les questions relatives à la dissémination de l'information sur le VIH/sida, les personnes à charge et les systèmes de paiement doivent être traitées et résolues dans tous les CO.

Les enfants associés aux forces armées

18. Depuis l'initiation des projets spéciaux pour les enfants soldats et la fusion résultant du lancement du PNDRR, 14.478 enfants ont bénéficié du processus. 6.405 enfants (5.486 garçons et 919 filles) ont intégré le programme par le biais des CO, en grande majorité (4.782) en Ituri. Trois sites, Luvungi, Kabare et Boyeka n'ont reçu qu'un nombre très faible d'enfants (23 seulement) et aucune fille.

Genre

19. En collaboration avec le PNUD, MONUC et UNIFEM, la CONADER prépare actuellement un projet visant à identifier les femmes et les filles associées aux forces armées.

Questions institutionnelles

20. La mission du mois de septembre a révélé que la plupart des problèmes techniques liés à la démobilisation et la réinsertion trouvent leur source dans les faiblesses qui existent au sein de la CONADER, notamment l'absence de direction technique et opérationnelle et le manque de décentralisation, ce qui rend une intégration efficace des activités de projet difficile. Ces questions sont à l'étude au plus haut niveau et feront l'objet d'un suivi permanent.

République du Congo

21. Le Gouvernement a poursuivi la planification opérationnelle et la préparation de projet, particulièrement en termes de renforcement des capacités institutionnelles, du calendrier de mise en œuvre du programme et de mesures envisagées pour renforcer les capacités de mise en œuvre des micro-projets. Le recrutement du personnel clé est en cours. Les forces de la sécurité du Gouvernement ont conduit des opérations dans la région du Pool, visant à établir la sécurité et l'ordre et ouvrant la voie

aux opérations de DDR dans cette région. Après des délais au cours des six derniers mois, il est prévu que le projet sera approuvé en novembre.

Rwanda

22. La CRDR a achevé la formation des candidats éligibles pour les subventions du Guichet d'appui de vulnérabilité, de 15.911 ex-combattants (y compris 1.130 anciens enfants soldats de l'étape I du programme et toutes les femmes ex-combattantes de l'étape II). Les conclusions de cinq études (portant sur les enfants soldats, le genre, les personnes invalides, l'information, la sensibilisation et l'impact environnemental) ont servi de base au développement d'un plan d'action révisé du PDRR pour 2006 et 2007.

23. En août 2005, une mission d'appui à la mise en œuvre de la Banque mondiale a déterminé que des mesures supplémentaires étaient nécessaires pour garantir que le PDRR est entièrement prêt dans l'éventualité d'un retour potentiel d'un nombre significatif d'ex-combattants au Rwanda. Les mesures supplémentaires d'urgence incluent (i) l'expansion du Centre de démobilisation (CD) de Mutobo et du CD de Muhazi, (ii) la finalisation d'un Protocole d'accord entre la CRDR et le Ministère de l'administration locale, du développement communautaire et des affaires sociales (MINALOC) portant sur l'utilisation des ressources du PDRR pour le rapatriement et la réinsertion des personnes à charge des combattants des groupes armés rwandais revenant au Rwanda de l'étranger, et (iii) l'élaboration de procédures opérationnelles communes pour les intervenants clés impliqués dans les activités de rapatriement et réinsertion des ex-combattants et des personnes à leur charge. (càd CRDR, MINALOC, UNCHR, MONUC, etc.)

Ouganda

24. Comme cela a été indiqué précédemment, la possibilité d'un appui du MDRP à un programme national potentiel de démobilisation et réintégration sera discutée pendant la Mission conjointe de supervision qui se rendra en Ouganda en octobre.

II Projets spéciaux

25. Le montant total des fonds engagés dans le cadre du MDRP pour l'ensemble des projets spéciaux s'élève à 60,1 millions de dollars US. Des informations actualisées sur le statut de chaque projet spécial sont présentées ci-dessous et l'annexe 2 inclut des données spécifiques sur les projets.

- **Angola:** Le rapport final du projet spécial a été reçu par la Banque et est en cours d'étude. Les résultats déclarés incluent : le PNUD déclare avoir atteint 85% du groupe cible de bénéficiaires, y compris la fourniture de semences et d'outils à 40.716 ex-combattants et un appui à la réintégration économique à près de 4.300 personnes. Le projet se félicite également d'avoir lancé, de manière effective, le processus de revue et d'approbation des projets qui est actuellement utilisé dans le cadre du PDRA et d'avoir développé un système principal d'information du projet qui permet de faire un suivi des bénéficiaires. Les principaux problèmes rencontrés, dans la zone d'influence du projet, sont liés à la faiblesse des partenaires de mise en œuvre qui a mené à des retards dans les décaissements et l'acquisition de trousseaux d'outils, ce qui crée des difficultés auprès des bénéficiaires. L'audit final du projet spécial ainsi qu'une revue d'achèvement de la mise en œuvre de la Banque mondiale auront lieu pendant le dernier trimestre de 2005. Un résumé des résultats finaux, de l'état financier et de toutes les leçons pertinentes dégagées sera distribué aux partenaires avant le 31 décembre 2005.
- **Burundi:** La mise en œuvre est en cours et est concentrée sur la réintégration. Une évaluation externe de cette subvention est en cours de réalisation et sera partagée avec les partenaires du MDRP pendant le dernier trimestre de 2005.
- **RCA:** En République Centrafricaine, la préparation des élections, qui ont absorbé des ressources et une attention considérables de la part de partenaires clés, a ralenti le démarrage du programme

national. Le Président Bozizé a remporté les élections au second tour et a officiellement prêté serment le 11 juin 2005 ; le programme s'est ensuite accéléré. L'ensemble de l'infrastructure du programme est maintenant en place et les bureaux de Bangui, Bossangoa et Sibut sont opérationnels. À ce jour, le programme a identifié plus de 6.000 ex-combattants, dont 200 sont des femmes et 80% se trouvent à Bangui. Au 30 septembre 2005, 692 ex-combattants ont été démobilisés. Il est attendu que la participation augmentera au fur et à mesure que la confiance envers le programme s'accroît.

- **RDC :** En septembre 2005, 14.478 enfants soldats ont été libérés des forces armées et confiés à des organismes de protection de l'enfant ; près de 7.794 d'entre eux ont retrouvé leurs familles, 5.895 ont été réintégrés dans le système éducatif et 4.001 recevaient une formation professionnelle.

Dans le cadre du Mécanisme de réponse rapide (MRR), deux projets d'urgence d'appui aux différentes communautés en Ituri sont en cours de préparation, trois ont été approuvés et commenceront en octobre 2005 et un projet est en cours d'approbation.

Le MDRP a achevé l'évaluation du MRR et des projets spéciaux portant sur la reconstruction communautaire, la réintégration et la réduction des armes légères (ComRec). Pour éviter des problèmes à l'avenir, les questions soulevées par l'évaluation doivent être discutées et traitées lors du trimestre suivant.

- **Ouganda :** Le projet spécial appuyant le travail de la Commission d'amnistie et bénéficiant d'une subvention de 4,2 millions de dollars US du fonds fiduciaire du MDRP est entré en vigueur en janvier 2005. Le premier décaissement a eu lieu au début du mois de mars. La Commission a officiellement lancé le projet à Kampala le 13 mai et les opérations ont commencé à Gulu le 27 mai et à Kitgum le 16 juin. Lorsque les activités du projet ont été lancées, le nombre de déclarants en attente, qui n'avaient pas reçu d'assistance à la réinsertion au moment où ils ont été amnistiés, s'élevait à près de 11.200. À la fin du mois de septembre, la Commission d'amnistie a fourni des services de réinstallation et a versé des paiements à 2.000 déclarants en attente. La Commission a pris des mesures pour continuer à traiter les dossiers en attente plus rapidement en octobre et novembre. Entre temps, les résultats d'une enquête détaillée conduite auprès de 2.000 déclarants sont en cours d'analyse. Un rapport contenant leur profil, situation socio-économique et activités depuis qu'ils ont demandé l'amnistie sera disponible vers la fin du mois d'octobre. La Commission a conduit des ateliers de sensibilisation et a consulté des partenaires (potentiels) de mise en œuvre en vue d'un renforcement de ses activités et une collaboration en appui à la réintégration à moyen et long terme des déclarants dans la vie civile. Une proposition de création d'une composante visant à renforcer l'appui à la réintégration est en cours de préparation pour soumission au MDRP.

III Activités régionales

Combattants en territoire étranger (CTE)

26. Le nombre de combattants en territoire étranger qui sont retournés dans leur pays n'a pas augmenté de manière significative au cours de ce trimestre, par rapport au précédent. Toutefois, le dialogue entre les parties concernées a progressé. Les gouvernements du Rwanda et de l'Angola ont tenu des discussions officielles au sujet d'un nombre réduit de Rwandais qui pourraient être rapatriés, avec leurs familles, vers le Rwanda et d'une mission exploratoire en Angola. Bien que celle-ci ait été reportée à deux reprises, elle est toujours en préparation. Des discussions informelles ont eu lieu avec des représentants du gouvernement de la République du Congo et de la République Démocratique du Congo. Ceci renforce les appels en faveur d'un dialogue élargi, au niveau régional, entre les pays MDRP concernés et les autres intervenants et permettrait d'établir une approche cohérente et régionale de réponse aux défis multiples et complexes auxquelles l'initiative sur les CTE est confrontée. À la fin septembre, une faction des FDLR a pris contact avec le MDRP et a signalé un retour potentiel au Rwanda. Bien que le dialogue qui a suivi ait mené au retour de quelques combattants seulement (en octobre), il a tout de même permis d'établir des

modalités d'intervention qui se sont poursuivies pendant plusieurs mois. Outre les pressions attendues de la part de la communauté internationale sur les groupes armés en RDC, ces possibilités supplémentaires de retour et une plus grande visibilité du programme rwandais pourraient donner lieu à des résultats plus importants. Pendant ce trimestre, les activités relatives aux CTE ont été réalisées en coopération avec le Conseil européen.

Activités du GTC et gestion analytique et des connaissances

27. Pendant le trimestre, les activités du GTC ont inclus la planification d'un atelier sur le genre se tenant à Kigali et initié par UNIFEM et les homologues nationaux. Le travail de gestion analytique et des connaissances (GAC) a inclus une revue sur documents des questions relatives au genre au sein du MDRP. LE MDRP a également préparé un projet d'agenda pour les activités futures de GAC, comme suit : le travail programmatique sera concentré sur l'appropriation nationale des opérations de DDR, la réduction des dépenses militaires, les personnes invalides, les enfants soldats, l'enregistrement et les cartes d'identité, les versements de réinsertion, les approches de réintégration et les indicateurs de résultat. Le travail relatif au genre se poursuit. Cependant, un agenda de politique reste à définir et une analyse pays a été proposée pour le Zimbabwe.

IV Gestion du programme

Personnel du programme

28. Plusieurs cadres ont rejoint le MDRP pendant ce trimestre, notamment Bruno Donat (Communication), Sigrun Aasland (Analyste des opérations), Irina Mishurny-Santini (Communication/Assistante en GC), et Lisa Maier (Consultante S&E). Deux nouveaux consultants du MDRP ont rejoint l'équipe de Kinshasa ((Eva Faye en communication, Laurent de Valensart en réinsertion). Kees Kingma, cadre du Secrétariat du MDRP, a commencé sa transition du siège au bureau de la Banque mondiale en Ouganda.

Communication

29. Pendant ce trimestre, le MDRP a renforcé son programme de communication en recrutant un nouveau responsable de la communication, en préparant et distribuant un plan de communication, en lançant de nouveaux produits de communication, la révision du site web ainsi que des relations publiques internes et externes et en commençant à établir des liaisons avec les partenaires et les pays clients - pour cerner leurs besoins en matière de communication – et les intervenants extérieurs.

Relations avec les intervenants extérieurs

30. B. Harbone, Conseiller principal en matière de politique du MDRP, a participé à plusieurs événements relatifs aux conflits régionaux, notamment : (1) le Processus de l'Union Africaine sur les politiques post conflit à Durban (septembre), et (2) l'Initiative de Stockholm sur les questions de DDR avec Ingo Wiederhofer à Stockholm et NY (septembre). Il également communiqué avec la CIRGL pour promouvoir le principe d'une symétrie entre les programmes de DDR.

Gestion du fonds fiduciaire ; Revenu, dépenses et engagements.

31. Au 30 septembre, le Fonds fiduciaire du MDRP (MDTF) avait perçu un revenu total de 108,6 millions de dollars US et le total des décaissements s'élevait à 69,7 millions de dollars US pour les programmes nationaux, les projets spéciaux, les activités régionales, la gestion et l'administration des programmes, avec un solde des liquidités de 38,9 millions de dollars US (voir l'annexe 3 pour plus de détails). Les projections précédentes des dépenses et les observations selon lesquelles le solde des liquidités exigerait une levée de fonds de la part des bailleurs pluriannuels ont surestimé la vitesse à laquelle le programme de la RDC commencerait à décaisser. Par conséquent, la position des flux des liquidités du MDRP reste positive à la fin du trimestre. Toutefois, tenant compte de la finalisation effective ou en cours de plusieurs contrats de grande échelle en RDC (pour la gestion financière, le transport et les activités de réinsertion en Ituri) une requête de fonds a été envoyée aux autres bailleurs pluriannuels du Fonds fiduciaire (Pays Bas,

Royaume Uni et la CE) pour le solde de leurs contributions. Bien que ces fonds combinés couvriront les décaissements prévus pour le reste de l'année, il est temps, à présent, de rechercher des contributions supplémentaires auprès de bailleurs actuels et nouveaux. En effet, le total des engagements pour les programmes nationaux et les projets spéciaux, plus les dépenses effectives pour la gestion de programme et les activités régionales, dépassent actuellement les engagements des bailleurs auprès du Fonds fiduciaire d'un montant estimé à 80 millions de dollars US. La réunion des partenaires du MDRP du mois de novembre examinera en détail la situation financière actuelle et les projections révisées de décaissement pour le MDTF, ainsi que des plans sur la meilleure façon d'obtenir des engagements supplémentaires d'appui financier au programme.

V Plans pour le trimestre suivant

32. Pendant les trois prochains mois, octobre à novembre 2005, le Secrétariat du MDRP et le Programme concentreront leurs efforts dans les domaines suivants (voir l'annexe 4 pour un plan détaillé de travail) :

- *Programmes nationaux* : Superviser une revue indépendante de l'état d'avancement du programme en Angola en appui à la revue à mi-parcours ; commencer à démanteler les milices et finaliser l'évaluation institutionnelle du Burundi ; approuver le programme ; négocier et finaliser l'accord de subvention avec la République du Congo ; fournir un appui supplémentaire en termes de consultants/personnel ainsi qu'une assistance technique pour le suivi permanent du plan d'action en RDC ; initier l'appui de vulnérabilité aux ex-combattants de l'étape II au Rwanda et s'assurer que le programme est en mesure d'absorber un grand nombre de CTE en provenance des autres pays.
- *Projets spéciaux* : En Angola, faire en sorte que l'audit et le rapport finaux du projet sont réalisés et disséminer les leçons dégagées ; achever l'évaluation du projet relatif aux enfants soldats du Burundi ; conduire des revues indépendantes des projets relatifs aux enfants ex-combattants en RDC et du projet de réintégration communautaire du PNUD ; traiter l'ensemble des dossiers des déclarants en attente en Ouganda ; et renforcer les stratégies d'appui à la réintégration. Le Projet spécial de la Commission d'amnistie de l'Ouganda permettra à la Commission d'apporter un appui à la réinsertion aux déclarants qui sont encore en attente. La Commission sera également en mesure, d'un point de vue opérationnel, de traiter les dossiers provenant de tout nouveau flux de rebelles de la LRA demandant l'amnistie. Les détails de l'appui renforcé à la réintégration seront résolus et la proposition sera discutée pendant la mission conjointe de supervision du mois d'octobre et seront ensuite soumis au Secrétariat du MDRP pour considération.
- *Activités régionales* : Appuyer les efforts du Gouvernement du Rwanda pour négocier le retour des CTE en République du Congo et en Angola ; établir une liaison avec l'UA sur ces liens et avec le bureau du SRSG Fall sur les liens avec la CIRGL ; poursuivre le travail d'analyse du genre et préparer l'atelier du GTC ; planifier et organiser un voyage d'étude en Angola.
- *Gestion du programme* : Recruter de nouveaux cadres et remplacer ceux qui partent ou qui sont recrutés au niveau des pays (RDC, RC) et au siège ; planifier et tenir les réunions des CC et CFF à Londres ; lancer un appel de fonds auprès du Royaume Uni et de la CE ; faire un suivi auprès des bailleurs sur la modification de l'accord administratif ; et discuter, avec les partenaires clés, la stratégie à adopter pour combler les déficits de financement.

Annexe 1: Statut des programmes nationaux (au 30 septembre 2005)

| <i>Programme national</i> | <i>Statut</i> | <i>Questions en suspens</i> | <i>Coût total du programme (\$US)⁵</i> | <i>Financement IDA et FF (\$US)</i> | <i>Décaissement à ce jour IDA⁶/FF (\$US)</i> | <i>Avancement opérationnel du programme</i> |
|---|---|--|---|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Angola Projet d'urgence de démobilisation et réintégration | Programme en vigueur en mars 2004 Accord de subvention MDTF signé le 15 sept 2004. Décaissement en cours Accord de subvention CE de 13,5 m euros signé en avril 2005. | L'accord de subvention entre la CE et le Gouvernement de l'Angola était en cours de finalisation à la fin du trimestre. | 179.700.000 | IDA: 33.000.000 FF: 48.400.000 | IDA: 7.257.348 FF: 8.320.887 | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Démob</u> : 97.138 UNITA, financé par Gvt. Angola • <u>Reinsertion</u> : ~87.000 perçu des salaires de décharge, ~23.000 confirmés ayant reçu les trousseaux de réinstallation et 29.000 ont perçu les allocations de réinsertion, financé par Gouv. Angola. • <u>Reintégration</u> : 6.500 employés par Gvt, 3.000 ont perçu une assist. réint. écon. et 41.500 ont reçu des intrants ag. de base par le biais du projet spécial du MDRP. • 50 contrats de sous-projets pour appui à réintégration aux 41.797 ex-combattants supplémentaires. • <u>Groupes vulnérables</u> : 3.239 enfants, il est estimé que près de 20% de l'ensemble des bénéficiaires d'assistance régulière à la réintégration sont des femmes et 1-3% des personnes invalides, jusqu'à ce jour. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Burundi Projet d'urgence de démobilisation, réinsertion et réintégration | Accord de subvention MDRP FF signé le 16 juillet 2004. Programme entré en vigueur en sept 2004 Projet classé insatisfaisant | Démantèlement des Gardiens de la Paix. Critères de démobilisation pour étape II Mise en œuvre de la stratégie de réintégration | 84.400.000 | IDA: 33.000.000 FF: 41.800.000 | IDA: 11.095.341 FF: 3.978.410 | <p>Les opérations de ont commencé le 2 déc 2004</p> <ul style="list-style-type: none"> • 16.634 ex-combattants démobilisés • Versements de réinsertion en cours • Contrats signés avec 11 prestataires de services d'assistance à la réintégration |
| <ul style="list-style-type: none"> • RDC Projet d'urgence de démobilisation et réintégration | AS IDA signé le 10 juin 2004 AS MDTF signé le 26 oct 2004 Programme entré en vigueur le 9 nov 2004. | | 200.000.000 | IDA: 100.000.000 FF: 100.000.000 | IDA: 19.599.577 FF: 8.613.676 | La démobilisation a commencé en réponse aux activités de réintégration militaire. Actuellement, 8 centres d'orientation fonctionnent. |
| <ul style="list-style-type: none"> • République du Congo | Programme national approuvé par les bailleurs. | Préparation de l'accord de subvention Planification opérationnelle Recrutement | 25.000.000 | FF: 25.000.000 | | Programme en cours de lancement. |

⁵ Inclut le financement du gouvernement, bilatéral et des projets spéciaux.

⁶ Inclut les fonds de la Structure de préparation des projets (PPF)

MDRP – Rapport d'avancement – Juillet à septembre 2005

| <i>Programme national</i> | <i>Statut</i> | <i>Questions en suspens</i> | <i>Coût total du programme (\$US)⁵</i> | <i>Financement IDA et FF (\$US)</i> | <i>Décaissement à ce jour IDA⁶/FF (\$US)</i> | <i>Avancement opérationnel du programme</i> |
|---|--|---|---|-------------------------------------|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Rwanda Projet de démobilisation et réintégration | Le programme est entré en vigueur en sept 2002 Décaissement en cours. La Banque a approuvé l'extension du crédit IDA jusqu'en décembre 2007. | | 53.300.000 | IDA: 25.000.000 FF: 14.400.000 | IDA: 18.276.966 FF: 6.503.406 | <ul style="list-style-type: none"> 23.180 démobilisés (dont 17.843 FRD et 5.337 membres de groupes armés) 35.470 (dont 12.290 ex-FAR ont perçu des allocations de réinsertion) 22.366 reçu un appui à la réintégration 11.870 reçu des subventions par le biais du Guichet d'appui aux groupes vulnérables |
| Ouganda | Programme national potentiel sera discuté de nouveau pendant la mission conjointe de supervision du MDRP en octobre 2005. | Gouvernement prévoit la démobilisation d'un nombre significatif de soldats de l'UPDF. | | | | |
| | | | Total des décaissements à ce jour | | 56.229.231 | |
| | | | | | IDA : | |
| | | | | | FF : | |
| | | | | | 27.416.380 | |

Annexe 2 : Statut des projets spéciaux (au 30 septembre 2005)

| | <i>Organisme de soumission</i> | <i>Nom du projet</i> | <i>Budget Approuvé (\$US)</i> | <i>Statut général de l'accord légal</i> | <i>Décaissement des financements (\$US)</i> | <i>Programme opérationnel</i> |
|----------------------------------|--------------------------------------|--|-------------------------------------|--|---|---|
| REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO | 1. Save the Children/Royaume Uni | Appui à la réunification et réintégration des anciens enfants soldats en RDC. | 5.366.000 | Accord de subvention signé par toutes les parties. | 2.411.281 | Rapport d'avancement jusqu'en juin 05 reçu. |
| | 2. IRC | SOUSSION CONJOINTE | 4.228.269 2.805.415 2.123.779 | Tous les accords de subventions signés par toutes les parties. | 1.311.400 1.780.098 993.725 | 2. IRC 3. IFESH 4. CARE |
| | 3. IFESH | | | | | |
| | 4. CARE | | | | | |
| | 5. PNUD/ GouvRDC | Redressement communautaire et réintégration des ex-combattants au Congo oriental | 5.000.000 | Accord de subvention signé par toutes les parties. | 5.000.000 | - Cinq bureaux régionaux opérationnels - 10.723 ex-comb bénéficient des projets. |
| | 6. UNDP | Mécanisme de réaction rapide | 12.622.350 | Accord de subvention signé par toutes les parties. | 4.629.870. | Cinq micro-projets approuvés, six autres en préparation. |
| | 7. Croix Rouge belge | Renforcement des capacités et appui à la prévention du recrutement, la démobilisation et la réintégration des enfants associés aux forces armées | 1.141.000 | Accord de subvention signé par toutes les parties. | 639.352 | |
| | 8. UNICEF | Prévention du recrutement, démobilisation et réintégration des enfants associés aux forces armées. | 4.997.000 | Subvention signée par la Banque mondiale et l'UNICEF. | 2.775.000. | Rapport d'avancement jusqu'en août 05 reçu |
| ANGOLA | 9. PNUD (en partenariat avec la FAO) | Proposition commune spéciale d'appui à la réintégration des soldats démobilisés en Angola | 4.336.483 | Accord de subvention signé par toutes les parties. | Tranches totalisant 4.332. 835 décaissée à ce jour. | Systèmes et procédures de réintégration établies, près de 41.500 ex-combattants enregistrés reçoivent des intrants ag de base, et 3.000 reçoivent un appui de réintégration économique, 400 femmes associées à l'UNITA ont reçu un appui aux petites entreprises. |

| | <i>Organisme de soumission</i> | <i>Nom du projet</i> | <i>Budget Approuvé (\$US)</i> | <i>Statut général de l'accord légal</i> | <i>Décaissement des financements (\$US)</i> | <i>Programme opérationnel</i> |
|---------|--------------------------------|--|-------------------------------|--|---|---|
| BURUNDI | 10. UNICEF | Proposition d'un projet spécial d'appui à la démobilisation, la réintégration et la prévention du recrutement des enfants ex-combattants | 3.536.000 | Accord de subvention signé par toutes les parties. | Première tranche de 1.684.032 décaissée. | Projet complètement opérationnel. Activités de démobilisation en grande partie réalisées. Activités de réintégration en cours. Demande d'extension. |
| OUGANDA | 11. Commission d'amnistie | Rapatriement, réhabilitation, réinstallation et réintégration des déclarants en Ouganda | 4.204.000 | Accord de subvention signé par toutes les parties en août 2004. | Première tranche de 1.321.502 décaissée. | Projet en vigueur depuis janvier 2005. |
| RCA | 12. GouvRCA/ PNUD | Projet spécial pour la démobilisation et la réintégration des ex-combattants (alternative au programme national) | 9.777.343 | Accord de subvention signé par toutes les parties le 6 juillet 2004. | Première tranche de 5.838.927 décaissée. | - Commission nationale établie - Personnel essentiel recruté - Opération de DDR lancée 6-7 déc 2004 |

Annexe 3: Fonds fiduciaire du MDRP (TF 50574)
État financier non audité*

| Catégories de revenu et de décaissement | \$US | |
|--|--------------------|--------------------|
| | au 30/9/05 | au 30/6/05 |
| 1, Reçus à ce jour | | |
| a. Contributions des bailleurs | 105.242.853 | 105.242.853 |
| - Belgique | 10.992.483 | 10.992.483 |
| - Canada | 11.172.191 | 11.172.191 |
| - Danemark | 2.486.188 | 2.486.188 |
| - CE | 10.916.000 | 10.916.000 |
| - France | 2.078.600 | 2.078.600 |
| - Allemagne | 5.883.708 | 5.883.708 |
| - Italie | 1.714.050 | 1.714.050 |
| - Pays Bas | 39.275.743 | 39.275.743 |
| - Norvège | 3.533.070 | 3.533.070 |
| - Suède | 2.190.820 | 2.190.820 |
| - Royaume Uni | 15.000.000 | 15.000.000 |
| b. Revenu d'investissement** | 3.395.163 | 3.059.467 |
| Total encaissé | 108.638.016 | 108.302.320 |
| 2, Décaissements à ce jour | | |
| a. Programmes nationaux | 27.416.380 | 21.879.673 |
| b. Projets spéciaux | 32.718.022 | 28.414.517 |
| c. Activités régionales | 845.354 | 805.400 |
| d. Gestion de programme *** | 8.134.326 | 7.270.963 |
| e. Frais administratifs du fonds fiduciaire ** | 631.457 | 631.457 |
| Total décaissé | 69.745.540 | 59.002.010 |
| 3, Solde du fonds fiduciaire | 38.892.476 | 49.300.311 |

* au 30/9/05

** Revenu d'investissement et frais administratifs au 01/07/05

*** Inclut la contribution du secrétariat du MDRP pour l'administration générale, du programme, la gestion des programmes nationaux et des projets spéciaux

Annexe 4 : Plan de travail du MDRP : Octobre à décembre 2005

| <i>Composantes</i> | <i>Actions à réaliser</i> | <i>Date butoir</i> | <i>Parties responsables</i> | <i>Commentaires</i> |
|--------------------------------|---|--|--|---------------------|
| A. Programmes nationaux | | | | |
| Angola | <ul style="list-style-type: none"> • Mener une revue à mi-parcours et ajuster le programme national en fonction des besoins, particulièrement pour les groupes vulnérables | Octobre 2005 | Banque mondiale | |
| Burundi | <ul style="list-style-type: none"> • Réduction préalable des forces des FDN • Démantèlement complet des Gardiens de la paix et de la milice des Militants combattants • Élargissement des activités de réintégration | Déc. 2005 Déc. 2005 Déc. 2005 | SE/CNDRR et partenaires SE/CNDRR, ONUB, CMCF et les parties SE/CNDRR et partenaires de mise en œuvre | |
| RCA | <ul style="list-style-type: none"> • Finaliser le déploiement vers les provinces • Stratégie de sensibilisation | En cours En cours | PNUD/Gouvernement PNUD/Gouvernement | |
| République du Congo | <ul style="list-style-type: none"> • Continuer la planification opérationnelle du programme national et de la structure de coordination • Finaliser l'accord de subvention et les procédures de la Banque • Planification opérationnelle commune | Septembre-décembre 2005 Octobre 2005 Octobre 2005 | Gouvernement/Secr. MDRP et partenaires Secr. MDRP et partenaires Gouvernement | |
| RDC | <ul style="list-style-type: none"> • Finaliser et distribuer aide mémoire et procès verbal de la rencontre des bailleurs du MDRP. • Soumettre le plan d'action à la CONADER/Gouvernement • Tenir des réunions hebdomadaires des partenaires à Kinshasa • Recruter des consultants internationaux pour les bureaux provinciaux • Faire en sorte que les rapports statistiques mensuels sont transmis aux points focaux locaux et au siège du MDRP. • Procéder à une évaluation des CO au début des mouvements de troupes | 14 octobre 17 octobre Mensuel Novembre Octobre Mensuel Oct – déc | Secrétariat du MDRP | |

| Composantes | Actions à réaliser | Date butoir | Parties responsables | Commentaires |
|-----------------------------|---|---|--|---------------------|
| Rwanda | <ul style="list-style-type: none"> Finaliser les décaissements du Guichet d'appui aux groupes vulnérables (VSW) pour les ex-combattants de l'étape II Finaliser le plan d'action pour 2006/2007 Finaliser (i) Protocole d'accord CRDR/MINALOC, (ii) plans opérationnels communs, (iii) expansion des CD de Mutobo et Muhazi Passer en revue et actualiser la stratégie de sensibilisation du PDRR | Novembre 2005 Octobre 2005 Novembre 2005 Décembre 2005 | CRDR CRDR CRDR, MINALOC, avec partenaires clés pour les activités communes UNHCR, MONUC, Sec MDRP CRDR, avec l'appui du Secrétariat du MDRP | |
| Ouganda | <ul style="list-style-type: none"> La possibilité d'un programme national sera, de nouveau, discutée lors de la mission conjointe de supervision (JSM) | Octobre 2005 | Partenaires du MDRP | |
| B. Projets spéciaux | | | | |
| Angola | <ul style="list-style-type: none"> Examiner l'audit final du projet spécial, Mener la revue d'achèvement de la mise en œuvre et disséminer les leçons dégagées | Oct-nov 2005 Novembre 2005 | Banque mondiale/MDRP Banque mondiale/MDRP | |
| Burundi-UNICEF | <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre les activités de réintégration Finaliser l'évaluation externe | En cours Octobre 2005 | Structure du projet national sur l'enfant soldat/ UNICEF Secrétariat du MDRP | |
| RDC-SCF | <ul style="list-style-type: none"> Mener la supervision et l'évaluation indépendante | <i>Octobre/novembre 2005</i> | Secrétariat du MDRP | |
| RDC-Groupement d'ONG | <ul style="list-style-type: none"> Mener la supervision et l'évaluation indépendante | <i>Octobre/novembre 2005</i> | Secrétariat du MDRP | |
| RDC-PNUD Comm réintégration | <ul style="list-style-type: none"> Mener des évaluations indépendantes | <i>Octobre/novembre 2005</i> | Secrétariat du MDRP | |
| RDC-PNUD MRR | <ul style="list-style-type: none"> Mener des évaluations indépendantes | <i>Octobre/novembre 2005</i> | Secrétariat du MDRP | |
| RDC-Croix Rouge belge | <ul style="list-style-type: none"> Mener la supervision et l'évaluation | <i>Octobre/novembre 2005</i> | Secrétariat du MDRP | |
| RDC-UNICEF | <ul style="list-style-type: none"> Mener la supervision | <i>Octobre/novembre 2005</i> | Banque mondiale, UNICEF | |

| Composantes | Actions à réaliser | Date butoir | Parties responsables | Commentaires |
|---|---|--|--|--|
| Ouganda- Commission d’amnistie | <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture des paquets de service à tous les déclarants en attente • Atelier sur les mécanismes d’appui à la réintégration • Soumettre une proposition pour le renforcement de l’appui à la réintégration • Préparer un rapport sur l’enquête pilote | Novembre 2005 Octobre 2005 Novembre 2005 Octobre 2005 | Commission d’amnistie Commission d’amnistie Commission d’amnistie Commission d’amnistie | |
| C. Activités régionales | | | | |
| Sensibilisation transfrontalière Rwanda-RDC | <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la reprise des efforts visant à mettre en œuvre la stratégie élaborée par les gouvernements de la RDC et du Rwanda. | En cours | GouvRwanda, GouvRDC, MONUC, Secrétariat du MDRP | |
| Combattants en territoire étranger | <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la visite des autorités rwandaises en Angola • Continuer à faciliter le retour des FDLR au Rwanda | Novembre 2005 En cours | Secrétariat du MDRP | |
| Activités du GCT | <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un voyage d’étude en Angola • Mener l’atelier du MDRP sur le genre | Décembre 2005 Novembre 2005 | MDRP et cadres pertinents de la Banque Personnel du MDRP et consultants | Reporté à la demande du Gouv Angola |
| Gestion analytique et des connaissances | <ul style="list-style-type: none"> • Lancer le programme analytique en 2005-06 | Novembre 2005 | Secrétariat du MDRP | |
| D. Gestion du programme | | | | |
| Personnel | <ul style="list-style-type: none"> • Continuer à identifier/recruter le personnel du siège et dans les pays (RDC, RC) • Installer le personnel du Sec MDRP au bureau de la Banque mondiale en Ouganda | En cours Novembre 2005 | Secrétariat du MDRP | |
| Coordination des partenaires | <ul style="list-style-type: none"> • Organiser et tenir la réunion du CC et du CFF à Londres | Oct-novembre 2005 | Secrétariat du MDRP | |
| Rapports | <ul style="list-style-type: none"> • Lancer de nouveaux systèmes de rapports mensuels et trimestriels | En cours | Secrétariat du MDRP | |
| Communication | <ul style="list-style-type: none"> • Lancer le site web actualisé • Lancer les produits de relations publiques et de communication | Novembre En cours | Secrétariat du MDRP | |
| Relations avec les intervenants extérieurs | <ul style="list-style-type: none"> • Communiquer les informations incorrectes à ICG • Poursuivre la coordination avec IGLC pour éviter les empiètements et duplications | Octobre En cours | Secrétariat du MDRP | |

